



1 Bulletin du mardi 28 octobre 2025

****Guerre Israël-Hamas : l'impasse humanitaire et diplomatique à Gaza****

Le procès des dix prévenus (huit hommes et deux femmes) accusés d'avoir relayé des théories complotistes et des propos haineux à l'encontre de Brigitte Macron, épouse du président Emmanuel Macron, s'est ouvert à Paris en octobre 2025. Ces individus sont poursuivis pour avoir propagé une *infox* selon laquelle elle serait un homme transgenre, accompagnée d'allégations pédophiles. Ce procès cristallise plusieurs enjeux majeurs : la montée de la désinformation en ligne, l'impunité perçue des réseaux sociaux, et la banalisation du cyberharcèlement envers les figures publiques. Les prévenus, dont certains se défendent en invoquant la "satire" ou la "liberté d'expression", illustrent une tendance inquiétante à l'instrumentalisation des plateformes numériques pour diffuser des discours de haine. La fille de Brigitte Macron, Tiphaine Auzière, doit témoigner, soulignant l'impact personnel de ces attaques. Ce procès s'inscrit dans un contexte plus large de lutte contre les fake news en France, où le gouvernement a renforcé les outils juridiques (loi Avia, plateforme Pharos) mais peine à endiguer le phénomène. Il pose aussi la question de la responsabilité des réseaux sociaux, souvent critiqués pour leur lenteur à modérer les contenus haineux. Enfin, ce dossier rappelle d'autres affaires similaires, comme les attaques contre l'ex-ministre Marlène Schiappa ou la députée Caroline Cayeux, révélant une violence politique genrée et systématique.

****Brésil : l'après-Bolsonaro et la polarisation politique****

Le 27 octobre 2025 marque le vingtième anniversaire de la mort de Zyed Benna (17 ans) et Bouna Traoré (15 ans), électrocutés dans un transformateur EDF à Clichy-sous-Bois après avoir fui un contrôle policier. Leur décès avait déclenché trois semaines d'émeutes urbaines, révélant les fractures sociales et raciales de la France. En 2025, une cérémonie d'hommage a été organisée dans leur ville, en présence de familles et d'associations, alors que le sujet reste brûlant : les relations entre la police et les quartiers populaires restent tendues, comme en témoignent les récentes affaires de violences policières (Affaire Nahel, 2023) ou les débats sur les contrôles au faciès. Ce anniversaire intervient dans un contexte de montée des discours sécuritaires, avec des projets de loi controversés (comme celui sur l'immigration de 2023) et une polarisation politique autour des questions d'identité et de justice sociale. Les familles des victimes et les collectifs dénoncent l'absence de réformes structurelles, malgré les promesses successives des gouvernements. Parallèlement, l'affaire relance le débat sur la mémoire des violences d'État, avec des comparaisons avec d'autres drames (comme la mort d'Adama Traoré en 2016). Alors que la France fait face à une crise de confiance dans ses institutions, ce anniversaire rappelle l'urgence de repenser les politiques de sécurité et de cohésion sociale.

****Procès du cyberharcèlement contre Brigitte Macron : un symbole des dérives numériques et de la désinformation****

Voici une synthèse structurée des sujets les plus marquants et récurrents, organisés par thème, avec un résumé détaillé pour chacun. Les doublons ont été éliminés, et seuls les sujets les plus saillants (actualité récente, impact majeur, fréquence dans les articles) ont été retenus.

****Vingt ans après la mort de Zyed et Bouna : mémoire des émeutes de 2005 et persistance des tensions police-jeunes****

****Budget 2026 : la bataille fiscale et les tensions sur la taxation des entreprises****

****Pénurie de puces électroniques : l'industrie automobile européenne en crise****

Depuis le 7 octobre 2023 et les attaques du Hamas, la bande de Gaza est le théâtre d'une guerre dévastatrice, avec plus de 35 000 morts palestiniens (selon les autorités locales) et une crise humanitaire sans précédent. En octobre 2025, le conflit reste bloqué malgré un cessez-le-feu précaire. L'un des enjeux majeurs est la restitution des dépouilles des otages israéliens : sur les 240 personnes enlevées en 2023, 12 corps n'ont toujours pas été rendus, le Hamas invoquant des difficultés logistiques dans un territoire ravagé. Israël, sous pression internationale, exige leur retour avant toute négociation durable, tandis que le Hamas conditionne toute trêve à un retrait israélien et à la libération de prisonniers palestiniens. Parallèlement, la situation humanitaire s'aggrave : 85 % de la population est déplacée, et la famine menace, malgré l'arrivée sporadique d'aide. La communauté internationale, divisée, peine à imposer une solution : les États-Unis soutiennent Israël mais appellent à la modération, tandis que des pays comme la Turquie ou l'Afrique du Sud accusent Tel-Aviv de "génocide". En France, le sujet divise aussi, avec des manifestations pro-palestiniennes réprimées et des accusations d'antisémitisme dans les universités. Ce conflit, devenu un symbole des échecs de la diplomatie mondiale, risque de s'étendre, avec des tensions croissantes au Liban (Hezbollah) et en Cisjordanie.

****L'intelligence artificielle en mathématiques : révolution ou menace ?****

Deux ans après sa défaite face à Lula da Silva, l'ex-président brésilien Jair Bolsonaro reste une figure clivante. Condamné en 2024 à 27 ans de prison pour "tentative de coup d'État" après les émeutes du 8 janvier 2023 (où ses partisans avaient envahi les institutions), il a fait appel en octobre 2025, dénonçant des "irregularités" dans le procès. Ce recours prolonge une crise institutionnelle qui a ébranlé la démocratie brésilienne, déjà fragilisée par quatre années de présidence bolsonariste marquée par la déforestation record en Amazonie, la gestion chaotique de la pandémie de Covid-19, et des attaques répétées contre la Cour suprême. Malgré sa condamnation, Bolsonaro conserve un socle électoral solide (30 % des intentions de vote), alimenté par un discours anti-système et une rhétorique anti-Lula. Son parti, le PL, a d'ailleurs remporté des victoires aux élections législatives de mi-mandat en 2025, confirmant la polarisation du pays. Parallèlement, Lula peine à unifier la nation : son gouvernement est critiqué pour sa gestion économique (inflation à 6 %) et son incapacité à endiguer la violence des cartels. Le Brésil reste ainsi un laboratoire des dérives autoritaires et des défis démocratiques en Amérique latine, dans un contexte où l'extrême droite progresse aussi en Argentine (avec Javier Milei) ou au Salvador (Nayib Bukele).

****Le projet "Chat Control" : sécurité des mineurs vs. protection des données****

—